

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 30 Juillet 2026

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

*Nous souhaitons vous informer que la publication des Brèves économiques du Nigeria et du Ghana sera en pause estivale pour le mois d'août. La publication reprendra en septembre.
Nous vous souhaitons un très bon été !*

English summary

Nigeria

- CBN Releases 2025 Annual Performance Review;
- S&P Global to acquire majority stake in Nigerian rating company Augusto & Co;
- Dangote Petroleum Refinery & Petrochemicals FZE has raised US\$2.5 bn to finance the expansion of its refinery;
- Launch of the France-Nigeria Agribusiness Club;
- Nigeria launches a unified digital portal to centralise access to public services.

Ghana

- Finance Minister presents the 2026 mid-year fiscal policy review;
- Ghana successfully completes the ongoing IMF program and secures a new program without funding;
- Ghana's gross international reserves decrease by USD 1.2 bn in three months;
- Gold Fields defends its record on the Tarkwa mine amid opposition to the renewal of its concession in 2027.

LE CHIFFRE À RETENIR

100 Md USD

En 2025, l'économie du Ghana a dépassé pour la première fois le seuil symbolique des 100 Md USD, devenant ainsi la 10ème économie d'Afrique.

Nigeria :

La Banque centrale du Nigeria dresse le bilan de 2025 ; L'agence de notation S&P Global acquiert une part majoritaire de l'agence nigériane Augusto&Co ; Dangote Petroleum Refinery & Petrochemicals FZE a levé 2,5 Md USD pour financer l'expansion de sa raffinerie ; Lancement du Club agrobusiness France-Nigeria ; Le Nigeria lance un portail numérique unifié pour centraliser l'accès aux services publics.

Ghana :

Le ministre des Finances présente le bilan budgétaire de mi-année 2026 ; Le Ghana achève avec succès le programme FMI en cours et se voit octroyer un nouveau programme sans financement ; Les réserves internationales brutes du Ghana diminuent de 1,2 Md USD en trois mois ; Gold Fields défend son bilan sur la mine de Tarkwa face à des oppositions au renouvellement de sa concession en 2027.

La Banque centrale du Nigeria dresse le bilan de 2025

[La Banque centrale du Nigeria \(CBN\) a publié son rapport annuel qui dresse l'état des comptes de l'année 2025.](#) Sur les résultats de sa politique monétaire, la CBN cite la stabilisation du naira et l'augmentation des réserves de change, la réduction de l'inflation ainsi que l'atténuation des risques face aux chocs mondiaux.

Le rapport fait état d'une augmentation des entrées de devises qui se sont élevées à 109,9 Md USD (+13,8%) et des sorties qui représentaient 49,1 Md USD (+27,8%). L'afflux net de devises en 2025 était donc de 60,8 Md USD, après 58,2 Md USD en 2024.

L'agence de notation S&P Global acquiert une part majoritaire de l'agence nigériane Augusto&Co

[L'agence américaine de notation S&P Global a annoncé son acquisition de l'agence de notation financière nigériane Augusto&Co.](#) Créée en 1992, cette agence opère au Nigeria, au Kenya, au Rwanda et au Ghana.

Selon S&P, cet investissement est stratégique puisqu'il soutient le développement des opérations sur le continent africain. Il s'agit de la première opération de ce type en Afrique pour le groupe qui se positionne ainsi sur les notations nationales et les marchés locaux. Pour Augusto&Co, cette transaction contribuera à soutenir la transparence et la résilience des marchés du crédit.

Dangote Petroleum Refinery & Petrochemicals FZE a levé 2,5 Md USD pour financer l'expansion de sa raffinerie

[Dangote Petroleum Refinery & Petrochemicals FZE a levé 2,5 Md USD dans le cadre d'un placement privé, alors que la société nigériane se prépare à la plus grande introduction en bourse du continent.](#) L'offre aurait été sursouscrite 3,7 fois. India Infra Buildco, Africa Finance Corporation, Afreximbank, des fonds souverains et des investisseurs particuliers ont pu investir dans ce placement.

La raffinerie a procédé à ce placement en amont d'une introduction en bourse prévue plus tard cette l'année afin de diversifier son actionnariat et de renforcer sa capacité de financement en vue de son expansion. Dangote a l'intention de plus que doubler la capacité de la raffinerie pour la porter à 1,4 mbj d'ici 2028.

Lancement du Club agrobusiness France-Nigeria

[La Chambre de Commerce et d'Industrie France-Nigeria a annoncé le lancement du Club agrobusiness.](#) Cette nouvelle plateforme sera dédiée à la promotion de la collaboration entre les deux pays dans le domaine de l'agroalimentaire.

La présidence de ce club a été accordée à Olawale Rotimi, PDG de l'entreprise agroalimentaire JR Farms qui opère notamment au Nigeria et en France. Une cinquantaine d'entreprises couvrant plusieurs chaînes de valeur agricoles et agroalimentaires, représentant plus de 5 Md USD de chiffre d'affaires et d'investissement, ont déjà exprimé leur intérêt à adhérer au club.

Le secteur agricole représente 28% du PIB du Nigeria et emploie plus de 70% de la population.

Le Nigeria lance un portail numérique unifié pour centraliser l'accès aux services publics

[Le ministère fédéral des Communications, de l'Innovation et de l'Économie numérique \(FMCIDE\) a lancé une version pilote du Government Service Portal.](#) Cette plateforme numérique a été développée en coopération avec Galaxy Backbone, une entreprise publique chargée des infrastructures numériques de l'État et avec le soutien de la Korea International Cooperation Agency.

Ce [portail](#) permet aux citoyens nigériens, au Nigeria comme à l'étranger, d'accéder à un nombre croissant de services publics via un point d'accès unique et une authentification sécurisée. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie de transformation numérique du gouvernement fédéral visant à améliorer l'accessibilité, l'efficacité et la transparence des services publics.

Ghana

Le ministre des Finances présente le bilan budgétaire de mi-année 2026

[Le ministre des Finances a présenté au Parlement sa revue budgétaire de mi-année 2026, l'occasion de défendre son bilan pour l'exercice en cours.](#) Il s'est notamment appuyé sur les dépassements budgétaires pour réfuter les accusations de sous-dépenses et apporter des précisions sur le financement public. Le ministre a insisté sur la dimension stabilisatrice de sa politique budgétaire, soulignant que le solde primaire d'engagement, établi à 0,9% du PIB au premier semestre 2026, et l'excédent primaire de trésorerie, de 0,6% du PIB, ont dépassé les objectifs, fixés respectivement à -0,2% et -1,1% du PIB dans le budget. Ces excédents ont été réalisés malgré des recettes totales et des subventions inférieures à l'objectif

budgétaire de mi-année (124,8 Md GHS, soit 9,4 Md EUR, contre un objectif de 126,1 Md GHS, soit 9,5 Md EUR), en s'appuyant sur une contraction des dépenses bien supérieure à la cible établie (136,9 Md GHS, soit 10,3 Md EUR, contre un objectif de 172,5 Md GHS, soit 13,0 Md EUR). Tandis que les recettes publiques ont souffert de la sous-performance des activités pétrolières et gazières, dont les recettes ont été 31% inférieures à l'objectif semestriel, la diminution des dépenses s'est principalement appuyée sur des économies sur la charge d'intérêts de 6,9 Md GHS (520 M EUR) par rapport au budget. Celles-ci comprennent 4,2 Md GHS (320 M EUR) d'économies sur les intérêts de la dette intérieure, traduisant un allègement tangible du poids de la dette pour le gouvernement (fin juin 2026, la dette s'établissait à 45,0% du PIB).

Si les dépenses d'investissement diminuent au total de 5 Md GHS (340 M EUR), dont 3 Md GHS (230 M EUR) sur les projets financés par des ressources extérieures et 2 Md GHS (150 M EUR) sur la composante publique du Big Push, cette baisse est intégralement compensée par une dotation de 5 Md GHS (340 M EUR) au GoldBod dans le cadre de la Politique d'accumulation des réserves (GANRAP), ce qui confirme que le coût du financement des achats d'or est désormais intégré au budget central de manière transparente et non plus inscrit dans les comptes de la Banque du Ghana (BoG), une opération quasi-budgétaire que le FMI estimait ne pas entrer dans son mandat.

Le Ghana achève avec succès le programme FMI en cours et se voit octroyer un nouveau programme sans financement

[À l'issue de sa 6^{ème} revue, le FMI a annoncé l'achèvement avec succès par le Ghana de son programme de Facilité élargie de crédit \(FEC\), actant ainsi le décaissement final de 371 M USD et l'octroi d'un nouveau programme sans financement : l'Instrument de coordination de la politique économique \(ICPE\).](#) Ce dernier décaissement porte à environ 3 Md USD le montant total versé au titre de cet accord. Cette décision est justifiée, selon les services du FMI, par les solides performances quantitatives du pays : croissance réelle de 6,4% en glissement annuel (g.a.) au premier trimestre 2026, inflation en g.a. se maintenant à 5,3% en juin 2026, après 5,4% fin 2025, et excédent courant à 7,9% du PIB en 2025. Si la mise en œuvre des réformes structurelles a été jugée globalement satisfaisante, des efforts devront néanmoins être poursuivis, notamment dans les secteurs de l'électricité, du cacao et en matière de gouvernance des entreprises publiques. Le Conseil du Fonds a également approuvé le reclassement du Ghana dans la catégorie des pays à risque de surendettement modéré (et non plus pays à risque de surendettement élevé) au titre de l'analyse de la viabilité de la dette (DSA) conduite par le FMI et la Banque mondiale, soit deux ans plus tôt qu'anticipé lors de l'approbation du programme.

Le nouveau programme de 36 mois sans financement reprend des critères de performance relativement similaires, tout en assouplissant certaines cibles (notamment l'objectif d'excédent primaire de 1,5% du PIB, jugé contraignant). Il devrait permettre aux autorités ghanéennes d'envoyer un signal positif aux marchés.

Le principal enjeu de ce nouveau programme sans financement est de permettre au Ghana de rompre durablement avec le cycle de hausse des prix des matières premières, d'accumulation excessive de dette, de chute des cours, de défaut de paiement externe et de retour sous programme du FMI. Le programme qui s'achève a été le 18^{ème} programme d'assistance du FMI au Ghana (le premier datant de 1967, soit une moyenne d'un programme tous les trois ans et demi), tous ayant comporté un volet financier. Sans omettre les sujets de gouvernance, les trois leviers de la rupture de ce cycle sont : (i) la discipline budgétaire, y compris en période électorale, (ii) la capacité à accroître durablement les recettes, et (iii) la transformation structurelle de l'économie. Or, malgré un contexte économique plus favorable que les anticipations initiales, les recettes collectées pour 2026 et 2027 sont attendues à 16,8% du PIB (inchangés par rapport à la 5^{ème} revue), soit 1,7 point de PIB en dessous de la cible initiale que les autorités ghanéennes s'étaient elles-mêmes fixée en début de programme.

Les réserves internationales brutes du Ghana diminuent de 1,2 Md USD en trois mois

Selon les dernières données de la Banque du Ghana (BoG), les réserves internationales brutes du pays ont diminué de 1,2 Md USD entre mars et juin 2026, et ce malgré une forte croissance des recettes d'exportation. Après avoir atteint 13,8 Md USD fin 2025 (correspondant à 5,7 mois d'importations), puis 14,2 Md USD en mars 2026 (5,7 mois), elles sont retombées à 12,9 Md USD en juin (5,0 mois). Dans le même temps, les exportations totales ont connu une forte hausse, passant de 8,51 Md USD en mars à 18,29 Md USD en juin 2026 (+32,6% en glissement annuel). Cette progression a principalement été portée par l'or, dont les exportations cumulées sont passées de 5,3 à 12,5 Md USD. Les exportations de cacao et de pétrole ont également progressé sur la même période, quoique dans des proportions moindres, respectivement de 38,9% et 128%. L'excédent commercial du Ghana est ainsi passé de 4,5 Md USD à 8,8 Md USD.

Toutefois, la hausse des recettes d'exportation ne s'est pas traduite par un renforcement des réserves, principalement en raison de l'augmentation des sorties de devises et de la hausse des importations. Les importations ont notamment progressé de 4,0 à 9,5 Md USD entre mars et juin, en grande partie sous l'effet de la hausse de la facture pétrolière, passée de 1,3 Md USD à 3,6 Md USD. La BoG a donc dû vendre une partie de ses réserves pour fournir les dollars nécessaires à l'achat de ce pétrole. En outre, seule une partie

des recettes d'exportations des secteurs clés que sont l'orpaillage et l'extraction d'hydrocarbures demeure dans le pays en raison du rapatriement des profits par les actionnaires étrangers et du paiement des intrants et services importés. À cette première cause s'ajoute le service de la dette extérieure, le pays ayant d'ailleurs remboursé par anticipation en juillet 2026 700 M USD au titre de ses Eurobonds.

Malgré cette baisse, les réserves du pays demeurent confortablement supérieures au minimum de 3 mois d'importations prévu par le budget annuel et le cadre commun de la CEDEAO.

Gold Fields défend son bilan sur la mine de Tarkwa face à des oppositions au renouvellement de sa concession en 2027

[En juillet 2026, le renouvellement de la concession de la mine de Tarkwa – deuxième mine aurifère du Ghana en termes de production en 2025 – a donné lieu à un contentieux opposant l'entreprise sud-africaine Gold Fields et le conseil des chefs d'Apinto \(Apinto Divisional Council\).](#) Ce dernier s'oppose à la prolongation de leur bail minier au-delà de 2027, invoquant l'insuffisance de retombées locales et la dégradation d'environ 4 000 hectares de terres. [Face à ces accusations, Gold Fields a réaffirmé son engagement au-delà de l'extraction minière](#) : 74% des revenus resteraient au Ghana, 5,8 Md GHS (430 M EUR) de taxes et redevances ont été versés en 2025, 8,8 Md GHS (660 M EUR) de biens et services ont été achetés auprès de fournisseurs locaux et plus de 110 M USD d'investissements communautaires ont été réalisés via sa fondation. Ce bras de fer s'inscrit dans un contexte de renforcement de la souveraineté ghanéenne dans le secteur minier, illustré par le non-renouvellement récent de la mine de Damang et sa reprise par l'opérateur local Engineers & Planners (E&P). Avec une production de 427 000 onces en 2025, Tarkwa représente près d'un cinquième de la production globale de Gold Fields et constitue un pilier fiscal et social pour le pays ; l'issue du différend conditionnera donc la stratégie de l'opérateur sud-africain ainsi que les négociations futures entre l'État et les autres compagnies étrangères sur la répartition de la rente minière.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

jade.kichou@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : jade.kichou@dgtresor.gouv.fr